

TG2 : Existe-t-il un niveau optimal de partage de la VA ?

2 séances de 2h ~ Groupes de 2 ou 3 élèves

Travail préparatoire : (2 heures)

- 1) **(Document 1)** : Après avoir lu le document 1, recopiez (en plus grand) et complétez le tableau ci-dessous avec les enchaînements qui conviennent. (questions NM La Découverte, 2007, p.63-64) **(2 points)**

	Niveau microéconomique	Niveau macroéconomique
Hausse des salaires		
Baisse des salaires		

- 2) **(Document 3)** : Complétez les colonnes 1, 2 et 3 du tableau ci-dessous afin de périodiser en 4 phases l'évolution du partage de la VA en France pour les entreprises. **(1 point)**

Périodes	Part des salaires(*)	Part des profits (**)	Explications
1949-			Forte croissance du PIB qui permet de soutenir les profits et de redistribuer une part élevée de la richesse créée sous forme de salaires. Salaires et profits croissent à un rythme élevé similaire, le partage de la VA est stable.
-1983			
1983-			
-2006			La pression de la concurrence internationale du fait de l'ouverture croissante de l'économie française ainsi que les choix européens (Monnaie unique – politique monétaire de rigueur) conduisent à la poursuite de la politique de désinflation compétitive. Le partage de la valeur ajoutée demeure globalement stable à un niveau élevé en faveur des entreprises.

* Indiquez le sens de la variation par une flèche et notez l'importance approximative de l'écart en points de %.

** Indiquez le sens de la variation par une flèche.

- 3) **(Document 2)** : Complétez la dernière colonne du tableau ci-dessus à l'aide du document 2. **(1 point)**
- 4) **(Document 3)** : Expliquez pourquoi le taux de marge et le taux d'épargne sont globalement toujours corrélés positivement. **(1 point)**
- 5) **(Document 3)** : Formulez des hypothèses sur les causes de la non-corrélation paradoxale du taux d'épargne et du taux d'investissement à partir de 1991 (pensez aux raisons qui poussent ou dissuadent un entrepreneur à investir et aux 2 utilisations possibles de l'épargne brute – cf. schéma partage VA du cours). **(3 points)**
- 6) **(Document 4)** : Expliquez quels dangers provoquent la politique économique menée par les chanceliers allemands successif depuis 1998. **(2 points)**

Question de synthèse (2 heures)

Après avoir expliqué les raisons et les modalités de l'infléchissement du partage de la valeur ajoutée à partir de 1983 en France, vous montrerez les limites et dangers auxquelles ce nouveau partage se heurte (en intégrant les leçons des choix allemands à partir de 1998). **10 points**

Document 1 : Les salaires

La hausse des salaires a des effets ambigus sur l'investissement. Au niveau microéconomique, elle augmente les coûts, donc fait baisser le profit de la firme. Comme certains projets d'investissement ne sont plus rentables avec des salaires augmentés, l'entreprise doit réduire le niveau de l'investissement. [...]

Au niveau macroéconomique, contrairement à ce qui se produit au niveau microéconomique, il n'est pas certain que la masse des profits des entreprises diminue, car la hausse des salaires augmente les débouchés, donc les ventes. Cette hausse globale de la demande peut même favoriser l'investissement.

On le devine, la baisse des salaires peut présenter des avantages au niveau microéconomique. Si elle n'a lieu que dans une entreprise, elle lui permet de baisser ses coûts, donc d'augmenter la part de marché, ce qui requiert une hausse des investissements.

Au niveau macroéconomique, la situation est moins rose. La baisse des salaires fait régresser les débouchés des entreprises ; les investissements doivent dès lors diminuer [...]

On vient de le voir, ce n'est pas la même chose de raisonner au niveau microéconomique (on raisonne sur une entreprise, toutes choses égales par ailleurs) et dans une logique macroéconomique (dans ce cas, il faut imaginer les interactions entre les effets des décisions des agents).

J.-P. Piriou, Nouveau manuel de SES, La découverte, édition 2003, p.80-81

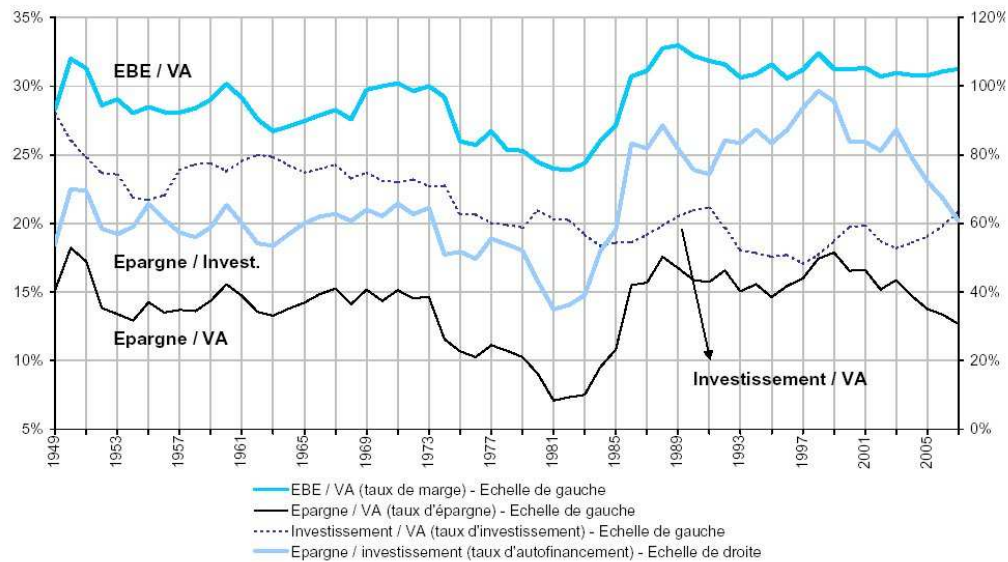
Document 2 : Le tournant de 1983

Le partage de la richesse nationale s'est profondément modifié depuis 1970. La valeur ajoutée des entreprises se partagent en rémunération des salariés, impôts sur la production (qui reviennent à l'Etat) et excédent brut d'exploitation (profits des entreprises). De 1973 à 1982, la part des salaires dans la VA s'est accrue. Les salaires étaient à l'époque protégés de la hausse des prix (par une indexation des salaires à l'inflation) et la puissance des syndicats était suffisante pour assurer une progression des revenus malgré le ralentissement de la croissance économique à partir du milieu des années 1970. La part des profits des entreprises a été sensiblement comprimée durant cette décennie, ce qui a entraîné un repli des investissements. A partir de 1983, le partage de la VA s'est infléchi en faveur des profits et au détriment des salaires. Le gouvernement s'était alors fixé de stopper la dégradation du commerce extérieur (et, pour cela, de brider la consommation des ménages), de ralentir la hausse des prix (qui s'était accélérée) et de redresser l'investissement. Les salaires ont été désindexés des prix, de manière à en ralentir la progression, et les hausses de cotisations nécessaires à équilibrer le budget de la Sécurité sociale ont été essentiellement supportées par les ménages, et non plus par les entreprises. La part des salaires dans la valeur ajoutée a fléchi jusqu'en 1989.

Françoise Milewski, « La répartition du revenu national : une histoire conflictuelle », L'Etat de la France 2004, La Découverte

Document 3 :

Figure 3.3. : Excédent brut d'exploitation, épargne et investissement des sociétés non financières



Source : Insee, Comptabilité nationale en base 2000

Source : Rapport Cotis, INSEE, 2009.

Document 4 : L'Allemagne, victime du tout export

[...] C'est avec l'arrivée au pouvoir du social-démocrate Gerhard Schröder, en 1998, que l'économie allemande a pris le virage qui l'amène aujourd'hui à une crise aussi grave. [...] Avec le patronat, il exercera une intense pression sur des syndicats fragilisés pour limiter les hausses de salaires. Il favorisera le développement à grande échelle des "petits boulots", entraînant l'apparition de la pauvreté laborieuse dans un pays qui l'ignorait largement jusque-là. Il remettra aussi profondément en cause la protection sociale, en particulier avec la réforme dite Hartz IV, ramenant en 2005 de trente-deux à douze mois le droit aux indemnités chômage. La même politique est poursuivie, quoiqu'avec moins de brutalité, depuis 2005 par la grande coalition rassemblant chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates sous la houlette d'Angela Merkel. [...] La part des salaires dans la valeur ajoutée qui était de 66,3% en 2000 (66,2% en France) a plongé à 62,2% en 2007 (65,4% en France) [...] Une telle politique a complètement anesthésié la demande intérieure allemande. [...] La pression sur les coûts salariaux a en revanche redonné de la compétitivité-coût aux produits allemands. [...] Du coup, les exportations ont bondi, passant de 24% du PIB en 1995 à 47% en 2008. [...]

En faisant apparaître la fragilité d'une économie basée trop exclusivement sur les exportations, la crise actuelle va-t-elle amener l'Allemagne à relancer durablement sa demande intérieure? Rien ne l'indique pour l'instant. Dans un premier temps, Angela Merkel et son gouvernement avaient sous-estimé l'ampleur de la crise et considéré que l'Allemagne pouvait passer à travers les gouttes. Ce qui s'était traduit par le refus brutal d'envisager tout plan européen de sauvetage des banques au début du mois d'octobre 2008. Avant que la chancelière ne découvre que les banques allemandes étaient finalement en beaucoup plus mauvaise posture qu'elle ne l'avait imaginé et que le gouvernement soit, comme les autres, obligé de mettre profondément la main à la poche. Rebelote quelques semaines plus tard : pas question non plus d'un plan de relance budgétaire coordonné, et d'ailleurs l'économie allemande n'en avait pas besoin. Avant que le gouvernement ne se décide début 2009 à relancer quand même, sous la pression des mauvaises nouvelles qui s'accumulaient, notamment dans l'automobile allemande encore plus affectée qu'ailleurs du fait de ses fortes positions dans le haut de gamme. [...] De plus, ce geste a été immédiatement contrebalancé par un autre pour bien signifier qu'au fond, le gouvernement ne changeait pas de philosophie : la grande coalition a introduit dans la Constitution l'interdiction de tout déficit public supérieur à 0,35% du PIB à partir de 2016. [...] Comme le souligne Thomas Fricke, le chef économiste du *Financial Times Deutschland*, même quand les prix baissent, faisant craindre l'enclenchement d'une spirale déflationniste, les Allemands restent "des hypocondriaques de l'inflation". A cause du traumatisme causé par l'hyperinflation des années 1920, ils redoutent davantage un hypothétique retour de la hausse des prix du fait de déficits publics trop importants que les centaines de milliers de chômeurs supplémentaires qui vont déferler sur le pays au cours des prochains mois, faute de relance suffisante en Europe. [...]

Source : Guillaume Duval, Alternatives Economiques - n°283 - Septembre 2009